

ou ceux du Crédit social; nous sommes tous atteints par la hausse des prix et la situation ne plaît à personne. D'aucuns ont soutenu que le Gouvernement se refusait à appliquer la régie directe des prix, par entêtement ou pour plaire à certains groupes puissants. Un mot à ce sujet. Je n'ai pas souvent l'occasion de m'autoriser du *Globe and Mail* pour défendre une attitude adoptée par le Gouvernement. Mais il se trouve que le 27 septembre dernier, dans un article intitulé: "Le gros bon sens", le *Globe and Mail*,—qui, j'en suis sûr, n'a pas perdu pour autant son amitié pour le chef de l'opposition,—s'est exprimé ainsi:

Ce n'est pas une déclaration de principe que le ministre des Finances M. Abbott a formulée cette semaine au cours de sa causerie radiophonique sur la réglementation des prix. C'est un énoncé de faits. Il n'a pas dit tout bonnement que le gouvernement fédéral ne voulait pas réglementer les prix. Il a dit,—et il avait parfaitement raison,—que le gouvernement fédéral ne pouvait pas réglementer les prix. Les conservateurs, s'ils étaient au pouvoir, ne le pourraient pas non plus, pas plus d'ailleurs que les cécé-fistes. Nul ne le pourrait.

L'article ajoutait:

A première vue, il est fort injuste et déraisonnable de prétendre... que le Gouvernement refuse d'établir la réglementation des prix par entêtement ou pour se rendre aux demandes de groupes puissants. De telles critiques non seulement induisent le public en erreur mais elles donnent une fausse idée du gouvernement. Le refus du gouvernement est la marque d'un bon sens réfléchi. L'attitude rationnelle qu'il adopte est la meilleure à prendre. Il ne veut pas essayer d'entreprendre ce qui ne peut pas être entrepris. Il ne veut pas mettre en œuvre un programme qui actuellement, dans les circonstances présentes, ne peut réussir que par la destruction du dernier vestige de la liberté personnelle.

En ce qui concerne l'assertion que ni les Conservateurs, s'ils étaient au pouvoir, ni la C.C.F. ne pourraient imposer de régies, on lit:

M. Abbott à juste titre a attiré l'attention du pays sur l'expérience du Royaume-Uni. Ce pays dispose d'un système très complexe de réglementation des prix, de subventions et de rationnements. Et qu'est-il arrivé? Au cours des six derniers mois l'augmentation des prix a été plus rapide en Angleterre qu'elle l'a été au Canada ou aux États-Unis. Les chefs du gouvernement reconnaissent que le système s'est effondré après avoir été trop longtemps surchargé.

Je ne veux pas critiquer les expériences des autres, mais je crois que nous avons le droit d'analyser les résultats obtenus à l'étranger et de déterminer à la lumière de nos conditions propres dans quelle mesure nous pourrions, en partant des mêmes méthodes, obtenir de meilleurs résultats que d'autres,—qui, j'en suis persuadé ont procédé avec autant d'ingéniosité et autant de dévouement au bien-être public que nous pourrions en mon-

[Le très hon. M. St-Laurent.]

trer,—ont été en mesure d'obtenir. Telle est la situation au Royaume-Uni, et cette situation existe depuis des mois.

J'ignore combien de députés ont tenu à profiter de la lecture et de l'étude d'une brochure aussi précieuse qu'intéressante publiée pour fins de discussion par le parti travailliste, en janvier dernier. Cette publication intitulée *Le coût de la vie* s'efforce d'expliquer pourquoi le gouvernement travailliste n'a pu enrayer la hausse des prix en dépit du rationnement, des réglementations directes et des autres méthodes qu'il a tenté d'employer.

L'extrait suivant provient de la page 9 de la brochure en question:

Le gouvernement ne peut rien à l'un des principaux éléments du coût de la vie, c'est-à-dire le prix que nous devons verser pour nos importations.

L'affirmation s'applique aussi bien à nous qu'à l'Angleterre. Bien plus, il nous faut considérer au Canada non seulement le prix qu'il nous faut payer pour nos importations mais aussi le prix que nos producteurs peuvent obtenir à l'étranger, à moins que nous ne les empêchions d'exporter et ne les forçons à se contenter, sur le marché canadien, de prix inférieurs à ceux qu'ils obtiendraient grâce à l'exportation. Les auteurs de la brochure ajoutent:

La Grande-Bretagne est obligée d'importer la moitié des vivres et une bonne partie des matières premières qu'il lui faut. Or les vivres et les matières premières coûtent beaucoup plus cher qu'avant la guerre et, depuis le début du conflit coréen, les prix ont subi une nouvelle hausse marquée.

Et un peu plus loin:

L'augmentation du prix des articles importés n'est pas uniquement une conséquence de la guerre. Il y a d'autres causes, plus décisives. Dans bien des pays, le niveau d'existence est plus élevé qu'avant la guerre et les principaux producteurs de vivres consomment une plus forte partie de leur production. Il en reste donc moins pour l'exportation à des pays importateurs comme la Grande-Bretagne.

A la page 13, on peut lire:

Le coût des salaires représente les trois cinquièmes de la valeur de la production nationale. Toute fluctuation des salaires a donc de profondes répercussions sur les prix, à moins que la majoration ne s'accompagne d'une plus grande productivité ou qu'elle ne soit défrayée à même les bénéficiaires.

Pour ce qui est des bénéficiaires, on donne l'explication suivante:

Les bénéficiaires servent à la création de réserves pour l'expansion et pour le remplacement de l'outillage; ils constituent les fonds supplémentaires dont les fabricants ont besoin pour payer des dividendes à leurs actionnaires. Plus les sociétés mettent de l'argent de côté pour élaborer de nouvelles méthodes de production, plus les consommateurs doivent payer cher pour les denrées qu'ils achètent actuellement. Toutefois, nouveau matériel et usines mieux aménagées signifient meilleur